

Nicolas Sarkozy invité de l'émission A vous de Juger

**A VOUS DE JUGER
FRANCE 2**

Le 30/11/2006

Deuxième partie : sécurité, justice, banlieues

**"Le premier problème de sécurité qu'il nous reste
à résoudre aujourd'hui, c'est l'affaire des mineurs"**

Arlette CHABOT

Alors Nicolas SARKOZY, candidat à l'élection présidentielle, il est encore ministre de l'Intérieur, qu'est-ce que vous avez envie de lui dire, ce soir.

Dominique BARROIS, conductrice-receveuse de bus, Bobigny (93)

Bonsoir.

Nicolas SARKOZY

Bonsoir.

Arlette CHABOT

Elle est toute intimidée Dominique.

Dominique BARROIS

Un petit peu oui, moi, je voulais vous poser comme question, si vous êtes président, j'aurais voulu savoir qu'est-ce que vous allez faire pour la sécurité, pour les usagers et les personnels des transports ?

Nicolas SARKOZY

D'abord, vous savez, ce que vous nous racontez comme histoire c'est particulièrement inadmissible. Il n'y a aucune raison que des gens qui travaillent dur, pour pas forcément des gros salaires, se fassent insulter, quel que soit l'âge de celui qui insulte. Moi je ne fais aucun amalgame ni de l'âge, ni du lieu d'habitation, ni de la couleur de la peau. Mais je dis que quand quelqu'un rentre dans un bus et insulte la conductrice ou le conducteur du bus, la République ne peut pas accepter ça. Parce que si une semaine, on accepte ça, la semaine prochaine quand le conducteur sera frappé, qu'est-ce qu'on dira ? Madame, quand Mama GALLEDU a été brûlée vive, j'ai rencontré...

Arlette CHABOT

A Marseille.

Nicolas SARKOZY

J'ai rencontré la femme qui conduisait le bus, qui était culpabilisée parce que Mama GALLEDU était dans son bus et elle m'a dit : " Elle est montée dans mon bus, avec confiance, je n'ai pas pu l'emmener à bon port comme cela. " Une femme très simple et tout à fait remarquable. Qu'est-ce qui se passe ? Vous savez que nous avons arrêté 90 % des auteurs d'incendie de bus de ces trois derniers mois. Notamment tous ceux qui ont fait l'affaire de Marseille, la plupart sont des mineurs. Nous ne pouvons plus continuer comme cela, donc qu'est-ce que je ferais ? Je réformerais l'ordonnance de 45 et je demande que pour un mineur récidiviste entre 16 et 18 ans, l'excuse de minorité soit automatiquement supprimée, il doit être condamné comme s'il était un majeur. D'ailleurs quand Mama GALLEDU, se retrouve à l'hôpital de la Timone à Marseille, qu'est-ce que ça lui fait à elle de savoir qu'elle a été brûlée par un mineur. Est-ce que vous voyez que c'est différent d'être brûlée par un majeur.

Dominique BARROIS

Non, c'est pareil.

Nicolas SARKOZY

Le premier problème de sécurité qu'il nous reste à résoudre aujourd'hui, c'est l'affaire des mineurs. Un mineur de 2006 n'a rien à voir avec un mineur de 1945. D'ailleurs à l'époque en 1945, la majorité civile était à 21 ans, elle est à 18 ans. Beaucoup de mineurs sont aujourd'hui encouragés par des caïds, parce qu'ils ont le sentiment de l'impunité, j'ajoute que c'est de la non-assistance à personne en danger, que de ne pas sanctionner un mineur quand il fait quelque chose de grave, au prétexte qu'il est mineur. Car on l'encourage à s'enfoncer dans la délinquance la plus forte. Et la deuxième remarque, je voudrais faire, que je changerais, c'est l'affaire des multirécidivistes, est-ce que vous savez que 50 % des crimes et délits, sont commis par 5 % de délinquants, les mêmes. Eh ! Bien je demande des peines planchées, c'est-à-dire que des gens qui reviennent pour la 20^{ème} fois devant le Tribunal Correctionnel, je souhaite qu'ils soient automatiquement condamnés à une peine lourde. Non pas pour ce qu'ils ont fait la 21^{ème} fois, mais pour l'accumulation des fois où ils sont venus sans comprendre devant le Tribunal Correctionnel. Ce sont des débats entre nous, tout le monde n'est pas d'accord dans la majorité...

Arlette CHABOT

C'est pour ça que vous ne l'avez pas maintenant, parce qu'on va dire, il a été ministre dans allez...

Nicolas SARKOZY

Tout simplement disons les choses, comme elles sont c'est un point que nous avons de désaccord dans la majorité, dans mon programme présidentiel, ce seront des mesures que je ferais appliquer tout de suite. Les deux, plus sévère contre les multirécidivistes et une véritable réponse sur les mineurs, vous savez l'admonestation sur un mineur, l'autre jour, devant un tribunal de région parisienne, il y en a un qui a fait 21 car jacking, vous savez c'est les agressions violentes, on l'a convoqué à 6 mois, il sortait du juge, il a fait la 22^{ème} fois, ça ne peut pas durer. Alors dernier point, je pense que quand on porte atteinte à un policier, un gendarme, un conducteur de bus, c'est-à-dire à quelqu'un qui représente la République, parce qu'ils représentent la République, la peine doit être plus sévère. Parce que si demain vous ne conduisez plus votre bus, ça va gêner qui ? Les gens pauvres, les gens modestes, qui habitent dans des quartiers où personne ne veut habiter et s'il n'y a pas le bus, ils ne peuvent pas s'en sortir. Ca ne gêne pas le caïd du coin ou le délinquant du coin, qui ne se lève pas aux heures où les bus fonctionnent. Et vous savez madame, moi, dans ce que je vais pour la sécurité, c'est d'abord en pensant à des gens comme vous. Moi, je ne travaille pas à mon ministère comme ministre de l'Intérieur pour faire un article dans un journal où on parle des quartiers sans jamais y avoir mis les pieds. Les premières personnes victimes de la violence dans les quartiers, c'est les habitants des quartiers, c'est eux les premières victimes. Donc dans mon esprit, il n'y a aucun amalgame, ni avec les habitants de banlieue, il y a des choses formidables qui se passent en banlieue, ni avec les jeunes bien sûr. Tous les jeunes ne peuvent pas être réduits aux sept qui ont fait le coup à Marseille, vous, vous rendez compte ce que c'est que de rentrer dans un bus, asperger le bus d'essence, mettre le feu, transformer une jeune fille sénégalaise en torche humaine, ce n'est pas être un être humain que de faire ça. Et je regrette que ceux qui parlent souvent pendant les émeutes, ceux qui s'élèvent au nom des Droits de l'Homme, je regrette qu'ils n'aient rien dit, pour cette jeune fille, la victime elle compte au moins autant que le délinquant.

Serge RAFFY, rédacteur en chef au NOUVEL OBSERVATEUR

Bonsoir monsieur SARKOZY.

Nicolas SARKOZY

Bonsoir monsieur RAFFY.

Serge RAFFY

Sur la sécurité, je crois qu'il y a un phénomène nouveau, aujourd'hui, c'est qu'on sait, qu'il y a quelques années en 2002 en particulier, c'était vraiment un thème de bataille, un thème idéologique qui était, qui créait une confrontation très forte entre la droite et la gauche et il semblerait qu'aujourd'hui, la gauche ait un petit peu perdu son angélisme et commence à regarder la réalité en France. La preuve, c'est que nous-mêmes au NOUVEL OBSERVATEUR, nous avons fait, il y a quelques semaines....

Nicolas SARKOZY

C'est bien.

Serge RAFFY

Une couverture sur les violences et surtout sur les violences faites aux agents de l'Etat dans leur ensemble, pas seulement les conducteurs de bus, les agents EDF, tous les gens qui vont en banlieue, qui ont des problèmes, qui ne peuvent plus y rentrer, parce qu'il y a effectivement des zones de non-droit. Et la gauche quelque part, vous rejoint sur ces questions et Ségolène ROYAL, la première, des gens autour d'elle, ce qui fait que sur ce terrain, il va y avoir un peu une confusion. Alors la bataille politique où va-t-elle se situer, si finalement la gauche ressemble à la droite sur la sécurité ?

Nicolas SARKOZY

Monsieur RAFFY d'abord, je me réjouis qu'une rédaction aussi prestigieuse que celle du NOUVEL OBSERVATEUR comprend enfin, que la sécurité c'est un sujet important. Et après tout, même si c'est avec retard, bienvenue au club, on est tous ravis, c'est une bonne nouvelle, ça prouve qu'aucune cause n'est perdue. Deuxièmement, que la gauche ne soit plus angélique, tant mieux et je m'en réjouis dans l'intérêt de notre pays. Il y a encore des débats, regardez à la dernière séance de " Questions d'actualité " j'étais interrogé par monsieur MONTEBOURG, une grande voix, qui m'a reproché d'avoir mis en œuvre le fichier national des empreintes génétiques, au motif dit-il que c'est intentatoire à la liberté des personnes. C'est vrai que quand je suis devenu ministre en 2002, il y avait 4000 empreintes génétiques, il y en a aujourd'hui, tenez-vous bien près de 400 000, si le fichier national des empreintes génétiques avait existé, Guy GEORGES, le violeur en série n'aurait pas violé et tué 12 jeunes filles. Voyez-vous, c'est un débat qui reste, moi, je préfère assumer le débat sur la liberté individuelle, car pour moi la liberté individuelle c'est le devoir de l'Etat de protéger la liberté de la petite qui va échapper à la furie de monsieur Guy GEORGES. Grâce au fichier national des empreintes génétiques, on trouve 75 % des violeurs aujourd'hui, je trouve que c'est un débat d'un autre âge. Pareille pour le syndicat de la magistrature, qui me met en accusation sur les fichiers, je veux une police moderne, car je veux une police qui passe de la culture de l'aveu à la culture de la preuve. Et si ça progresse et si c'est moins caricatural, monsieur RAFFY, tant mieux, après tout c'est ce qu'on peut souhaiter de mieux à la République française.

Serge RAFFY

Là on entend un peu le ministre de l'Intérieur, première version 2002-2004, le premier grand flic de France que vous avez été, pendant deux ans, vous avez eu cette image, vous avez eu une popularité absolument extraordinaire, c'est vrai que vous avez occupé le terrain et vous avez beaucoup de choses au ministère de l'Intérieur c'est certain. Donc dans votre bilan, il y a un côté ensoleillé, un côté plus sombre, enfin plus sombre, un peu plus obscure on va dire, qui est 2005, juin 2005 à aujourd'hui, où là il y a un petit problème politique, c'est que vous changez un peu de rôle, vous n'êtes plus seulement le premier flic de France et vous êtes multiscartes si on peut dire, vous êtes en même temps, vous devenez ça n'a pas été simple, le chef du parti UMP, peut-on dire encore gaulliste, mais UMP, peu importe le nom, ça n'a pas d'importance, renouvelons le cheptel tant mieux. Donc ça vous avez cette carte-là, vous avez cette carte de candidat à la présidence de la République, là vous l'êtes officiellement, mais vous l'aviez déjà virtuellement, donc cette triple casquette ça a posé des problèmes même au niveau de police. C'est-à-dire que certains syndicalistes policiers vous ont reproché cet amalgame, cette confusion qui a parfois gêné le travail de la police. C'est ce qui a été dit, il n'y a pas très longtemps par un certain nombre de syndicalistes, dont un syndicaliste d'alliance proche, un monsieur réputé proche de vous.

Nicolas SARKOZY

Oui, j'avoue ne pas tout à fait comprendre la question ou en tout cas, la polémique, mais enfin considérez que c'est de la faiblesse de ma part.

Serge RAFFY

Non, mais est-ce qu'être multiscartes c'est un problème politique pour vous ou pas ?

Nicolas SARKOZY

Je ne sais pas ce qu'on appelle multiscartes. Je ne pense pas que le fait de devenir président d'une grande formation politique républicaine, empêche de diriger un grand ministère républicain !

Serge RAFFY

Non, mais par exemple quand vous allez sur le terrain, avec l'étiquette " ministre de l'Intérieur " vous avez automatiquement l'étiquette " candidat à la présidence de la République " et là forcément, il y a une focalisation, une espèce d'excitation autour de votre activité, qui dépasse le cadre du ministère de l'Intérieur et quelque part qui rends les choses plus provocantes, qui pose un problème, peut-être même pour certains, certains employaient le terme d'anxiogène, c'est-à-dire que vous seriez aussi un peu anxigène à cause de cette

triple casquette ?

Nicolas SARKOZY

Ecoutez c'est votre droit de penser ça...

Serge RAFFY

Non, c'est une question. Est-ce que vous pensez que c'est un handicap ou pas ?

Nicolas SARKOZY

Oui, enfin si au bout de quatre ans et demi, si vous pensez qu'au bout de quatre ans et demi de ministère de l'Intérieur, pour reprendre votre expression, la partie sombre de mon bilan c'est d'avoir en plus été, élu à la tête d'une grande formation politique, c'est votre droit. Sur le côté...

Serge RAFFY

Mais on sombre, parce que les résultats de la délinquance sont plus compliqués, il y a eu l'intervention du préfet, le rapport...

Nicolas SARKOZY

Non, non, monsieur RAFFY...

Serge RAFFY

Sur la délinquance de voie publique qui pose des problèmes, qui n'est quand même pas un bilan éclatant de réussite quand même !

Nicolas SARKOZY

Enfin d'abord ce n'est pas à moi de dire que mon bilan est éclatant, ça serait parfaitement ridicule et vous auriez raison. Mais enfin en matière de sécurité, nous avons un appareil statistique qui est le même depuis 1945, donc il est incontestable. Entre 1997 et 2002 et si je fais une erreur corrigez-moi tout de suite. La délinquance a augmenté en France de 14 %, le même appareil statistique qui n'a pas changé d'un centimètre explique que depuis que je suis ministre de l'Intérieur...

Serge RAFFY

Près de 9 %

Nicolas SARKOZY

La délinquance a baissé de 9 %. c'est-à-dire elle avait augmenté de 14 % sur la période 97-2002, et elle baisse de 9 %...

Serge RAFFY

Mais pour la délinquance de voie publique, elle monte.

Nicolas SARKOZY

Non, non, ce n'est pas exact, pour les violences aux personnes. Ca veut dire un million de victimes en moins. Il y a mieux monsieur RAFFY, quand je suis devenu ministre de l'Intérieur, le taux d'élucidation, le même

appareil statistique, on trouvait un coupable sur quatre, on en trouve un sur trois, c'est-à-dire qu'avec les mêmes effectifs, la police et la gendarmerie travaillent mieux. C'est difficile de dire que mon bilan, on n'a rien fait. Alors qu'il reste beaucoup à faire, monsieur RAFFY, bien sûr, mais me faire porter le problème de l'intégration dans les quartiers, un homme aussi intelligent que vous, ne va pas jusque-là et vous avez raison. J'ajoute sur l'affaire anxieuse, j'ai eu à gérer 27 nuits d'émeutes en novembre 2005, tous les pays ont connu des émeutes urbaines, Los Angeles les Etats-Unis, Birmingham les Anglais et tant d'autres exemples, nous sommes le seul pays....

Serge RAFFY

Sans bavure.

Nicolas SARKOZY

Où il y a eu zéro mort du côté des émeutiers, zéro mort du côté des forces de l'ordre et vous le dites vous-mêmes monsieur RAFFY, je vous remercie, aucune bavure. Dites-moi, pour un ministre de l'Intérieur anxieuse quel bilan ! Si j'étais calme qu'est-ce que ça serait ! Et alors, enfin pardon...vous avez un tellement gentil sourire.

Serge RAFFY

C'est un métier.

Nicolas SARKOZY

C'est vrai que vous êtes au NOUVEL OBSERVATEUR, je ne peux pas le croire. Au fond vous gagnez à être connu...

Serge RAFFY

Mais pourquoi je vous ferais la gueule monsieur le ministre ?

Nicolas SARKOZY

Ah ! Non, pas du tout, mais parce qu'il y avait eu un célèbre édito dans LE NOUVEL OBSERVATEUR à mon propos " cet homme est-il dangereux ? " Et l'homme qui avait signé cet édito, Laurent JOFFRIN au début de l'année 2004, à la fin de l'année 2004, il avait changé d'avis, il me remettait le prix du meilleur homme politique de l'année.

Serge RAFFY

Et il a toujours dit que vous étiez un Républicain et au NOUVEL OBSERVATEUR, personne n'a mis en doute une seconde votre républicanisme.

Nicolas SARKOZY

Ça méritait d'être dit monsieur RAFFY.

Arlette CHABOT

Alors après cette pub gratuite et généreuse pour le NOUVEL OBS, Nicolas SARKOZY, est-ce que...

Nicolas SARKOZY

Ce n'était pas attendu franchement ! Je n'avais pas prévu, mais alors vraiment c'est bien volontiers pour monsieur RAFFY.

Arlette CHABOT

Serge non plus. Question quand même, l'abcès de fixation, on voit bien c'est effectivement ça reste les banlieues où on se dit " il faut faire quelque chose. " Alors oui, il y a du contrôle policier, on va voir tout à l'heure effectivement parfois, c'est peut-être beaucoup, qu'est-ce que vous pouvez proposer pour régler ce problème des banlieues au-delà du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, on démolit des barres, on propose des emplois, il y a le plan Borloo, qu'est-ce qu'il faut faire ?

Nicolas SARKOZY

D'abord, Jean-Louis BORLOO a fait un travail absolument remarquable, je voudrais dire deux choses sur les banlieues et les dire avec mesure mais les dire quand même. D'abord dans les banlieues, dans certaines banlieues, nous payons le prix d'une politique de l'immigration qui n'a été ni choisie, ni voulue, ni revendiquée, ni organisée. Et je le dis monsieur RAFFY, alors avec infiniment de respect pour ceux de nos compatriotes qui sont Français, plus récents que d'autres, moi, je suis Français, première génération, mon père étant étranger comme chacun le sait. Mais l'accumulation dans certains quartiers, de fils et de petits-fils d'étrangers à qui on a donné ni formation, ni éducation, ni emploi a conduit à de véritable poudrière. Ne pas le dire à Arlette CHABOT, c'est refuser de voir la vérité. Et nous sommes dans une situation, quand je pense qu'on met en avant, un modèle d'intégration à la française, c'est vraiment se moquer du monde. Nous avons des petits-enfants d'étrangers, nés en France, français parfois depuis plus longtemps que moi, qui se sentent moins français que leurs grands-parents, qui pourtant ne l'étaient pas. Problème gigantesque, j'en tire la conclusion qu'il faut maîtriser l'immigration, qu'on ne peut pas accepter tout le monde, pour donner la chance de l'intégration à ceux qui ne l'ont pas. deuxième remarque, vous savez que je me bats sur une idée à laquelle je tiens, la discrimination positive à la française...

Arlette CHABOT

Très contestée, même chez vos amis, on se souvient de Michèle ALLIOT-MARIE s'est opposée à vous et beaucoup d'autres...

Nicolas SARKOZY

Elle a le droit, comme toute idée nouvelle, Arlette CHABOT, elle est contestée, mais enfin si on me propose l'immobilisme, alors je ne comprends rien à rien. Tout le monde décrit une situation catastrophique, je dis, il faut faire plus pour ceux qui ont moins, je propose pour tous les jeunes de ces quartiers, une formation, tous les jeunes de ces quartiers, on a fait un travail sur une zone géographique, il faut faire un travail sur des personnes. Je pense que nous n'avons pas été assez fermes à l'endroit de certains comportements et nous n'avons pas été assez généreux à l'endroit de ceux qui voulaient s'en sortir.

Serge RAFFY

Sur le maintien de l'ordre, dans les cités, c'est un vieux débat aussi vieux que la police, la gauche avait son concept, la police de proximité...

Nicolas SARKOZY

La police de proximité bien sûr.

Serge RAFFY

En 2002, vous avez critiqué ce concept, vous avez même dit carrément, pas question de faire de la police des nounous dans les banlieues etc. Et un certain nombre de syndicats là encore critiquent cette politique et disent,

mais pourquoi on ne revient pas à une police de proximité, la gauche l'a certainement mal appliqué, elle l'a certainement mal fait à ce moment-là, mais ce n'est pas pour autant une mauvaise solution. Il est très possible qu'on puisse inventer une nouvelle manière de penser la police de proximité.

Nicolas SARKOZY

Sans doute.

Serge RAFFY

D'ailleurs le Premier ministre, lui-même a utilisé une formule assez amusante, puisqu'il a parlé d'une police de tranquillité. Alors est-ce que vous approuvez cette idée d'une politique de tranquillité ?

Nicolas SARKOZY

D'abord, je suis très heureux, qu'il y a un véritable débat sur ces questions-là, parce que monsieur RAFFY, si c'était facile, ça se saurait. La police de proximité, version socialiste, pourquoi je n'ai pas voulu l'appliquer ? Parce qu'il y avait deux faiblesses, d'abord, elle mettait des policiers dans les rues, à des heures où les délinquants ne s'y trouvaient pas. Mettre des policiers pour faire des patrouilles entre 8 heures et midi, ça ne sert à rien. Parce que mes clients, si vous me permettez cette expression, ils ne sont pas levés à cette heure-là. Et je préfère les mettre dans la soirée et dans la nuit. Deuxièmement, pour moi, un policier son rôle, ce n'est pas d'organiser des tournois de volley ou de dire bonjour à la boulangère, enfin je peux comprendre qu'on ait envie. Le rôle d'un policier, c'est d'interpeller un délinquant et de le mettre à la disposition de la justice. Pourquoi monsieur RAFFY ? Parce que si nous ne le faisons pas qui le fera ? Alors enfin la police de proximité au sens, la police de terrain, je parlais tout à l'heure de l'affaire de Marseille, comment a-t-on trouvé en 48 heures les coupables ? Justement parce qu'il y a une police de terrain, la brigade anti-criminalité des quartiers nord de Marseille, a recueilli les renseignements, parce qu'ils connaissent tout le monde.

Serge RAFFY

Et là, l'omerta n'a pas fonctionné.

Nicolas SARKOZY

Et là l'omerta n'a pas fonctionné, très bien et d'ailleurs jamais la victime n'a autant ressemblé au coupable dans son apparence physique, ça prouve bien que la police est sur le terrain. Donc ne nous battons pas sur des concepts, si la police de proximité avait fonctionné, pourquoi avant 2002, pour la première fois dans l'histoire de la République française, on aurait franchi la barre de 4 millions de crimes et délits. On ne peut pas me demander de retenir une stratégie pour la police qui avait échoué, j'ai donc imaginé une autre stratégie, il y a encore beaucoup de travail à faire, j'en suis parfaitement conscient monsieur RAFFY, mais ne me demandez pas de revenir au bon temps de l'explosion de la délinquance.

Serge RAFFY

Non mais est-ce qu'il n'y a pas un équilibre à trouver ?

Nicolas SARKOZY

Mais en quoi ?

Serge RAFFY

Parce que les CRS qui arrivent par cars entiers, dans les quartiers qu'ils ne connaissent, qui viennent tous de province, qui ont 22 ans, qui ont un an de formation et qui débarquent dans des cités difficiles. On sait bien que ça ne fonctionne pas non plus ?

Nicolas SARKOZY

Monsieur RAFFY, il y a 15 000 CRS en France, ils étaient utilisés exclusivement pour maintenir l'ordre public dans les manifestations. Est-ce qu'on peut me reprocher de les avoir mis au service de la sécurité publique des Français ! ? Les CRS je les mets dans les quartiers où il y en a besoin. A quoi ça sert d'avoir des CRS qui tapent le carton en attendant la manifestation dans leurs cars ? Je les ai mis par petites unités dans des quartiers où on m'expliquait qu'il manquait de police. J'ajoute que quand les CRS arrivent, ils sont respectés. Ils ont fait un travail remarquable, c'est la police républicaine dont vous parlez, CRS ou sécurité publique.

Arlette CHABOT

Alors Bruno THOUZELLIER, il est président de l'Union Syndicale des Magistrats, monsieur THOUZELLIER vous avez effectivement Nicolas SARKOZY, candidat à l'élection présidentielle devant vous. Il avait dit, il y a quelques temps, il avait regretté, vous dénoncez, la démission des juges, alors posez-lui, voilà la question.

***"Il y a un problème gigantesque de crédibilité de la justice de notre pays,
il faut apporter des réponses"***

Bruno THOUZELLIER, président USM (Union Syndicale des Magistrats)

Bonsoir monsieur le ministre.

Nicolas SARKOZY

Bonsoir, monsieur le président.

Bruno THOUZELLIER

Je crois que vous avez deux mots d'ordre de campagne, c'est confiance et respect.

Nicolas SARKOZY

Oui.

Bruno THOUZELLIER

C'est exactement, c'est exactement ce dont les magistrats actuellement ont besoin. Ils ont besoin de la confiance des Français, mais pour avoir la confiance des Français, ils ont besoin du respect des hommes politiques.

Nicolas SARKOZY

C'est vrai.

Bruno THOUZELLIER

Vous savez que nous menons une mission qui est extrêmement difficile, qui est celle de rendre la justice, qui est même parfois impossible, et que nous la menons avec courage, avec foi, avec conscience, avec détermination et avec sens des responsabilités. Mais nous ne sommes pas responsables d'un certain nombre de choses. Nous ne sommes pas responsables, du chômage, nous ne sommes pas responsables de la perte des valeurs dans notre

société, on n'est pas responsable de la politique d'immigration, on n'est pas responsable d'un certain nombre de choses. En revanche, nous travaillons tous les jours, nous aussi à la sécurité des Français. Vous savez, qu'il y a 7500 magistrats en France, qui rendent près de 3 millions de décisions civiles par an, près d'un million de décisions pénales, que les Parquets reçoivent 5 millions, 5 millions de procès verbaux tous les ans. Si vous faites le rapport entre 7500 et tous ces chiffres, vous voyez le problème auquel, nous sommes confrontés. Donc nous, notre problème principal, c'est que nous travaillons vraiment dans des conditions matérielles qui sont indignes et je crois que tout le monde le reconnaît, indignes d'un grand pays comme la France, le Conseil de l'Europe l'a récemment dénoncé, il y a un problème de moyens, il y a un problème de budget, et ma première question, c'est de savoir si effectivement parce que vos attaques ont été douloureusement senties par beaucoup de magistrats. Donc si vous nous percevez toujours aussi négativement et j'essayerais si j'ai le temps de vous expliquer quelles sont nos problématiques et deuxièmement pour l'avenir, quel est l'effort que vous estimez devoir proposer pour que la justice enfin redevienne une justice qui est digne d'un grand pays démocratique qui n'est absolument pas le cas actuellement.

Arlette CHABOT

Alors effort budgétaire ça veut dire ?

Bruno THOUZELLIER

Budgétaire oui ?

Nicolas SARKOZY

D'abord monsieur le président merci de vous adresser à moi comme ça, je ne vous connaissais pas, vous venez d'être élu et c'est l'occasion pour moi de débattre avec vous, en toute liberté. Ne me reprochez pas ma franchise, est-ce que je respecte les magistrats qui font un travail difficile, vous auriez pu ajouter, avec compétence et avec honnêteté. La réponse est oui. J'ai été avocat pendant des années, je connais beaucoup, beaucoup de magistrats, qu'est-ce qui s'est passé entre nous ? J'ai posé deux questions et je les maintiens, je vais à l'enterrement de madame KREMEL (phon) vous vous souvenez de madame KREMEL ?

Bruno THOUZELLIER

Très bien.

Nicolas SARKOZY

Cette jeune femme de 42 ans, assassinée à coup de bâtons sur la tête, parce que pour 20 euros dans la poche, elle allait faire son jogging. Je vais à l'enterrement, je suis à côté de son mari, admirable de dignité et de sa fille de 11 ans. Celui qui la tue, qui est suspectée, présumé coupable a déjà tué une femme, il avait été condamné à un certain nombre d'années de prison, il avait été libéré. J'ai posé une question monsieur le président, pourquoi un juge d'application des peines, a-t-il pris la responsabilité de libérer ce tueur, sans même interroger le juge d'instruction qui à l'époque à Lyon, avait connu le premier assassinat de monsieur GATEAU (phon) qu'il avait commis... Franchement ce n'est pas être irrespectueux à l'endroit des magistrats, des 7500 magistrats de France, que de demander que quand un homme et tout homme peut commettre des erreurs, prend une décision qui aboutit à ce désastre, à ce désastre d'une femme de 42 ans qui meurt, le moins qu'on puisse demander, c'est que l'homme qui ait la décision s'en explique. C'est une première remarque.

Arlette CHABOT

Responsabilité du magistrat ça veut dire,

Nicolas SARKOZY

Oui, oui, donc je pose la question...

Bruno THOUZELLIER

Je vous répondrais là-dessus si vous permettez.

Nicolas SARKOZY

Oui, non, mais je ne veux pas prendre, je m'en explique puisque vous m'avez demandé...

Bruno THOUZELLIER

J'ai une réponse à vous apporter aussi.

Nicolas SARKOZY

Bien sûr, je pose la question : ce n'est pas manqué de respect aux magistrats que de demander que comme toutes les professions au monde, ils puissent être responsables d'une erreur professionnelle aussi grave. Deuxième remarque et j'en aurais terminé, excusez-moi, c'est, je n'ai pas parlé de la démission de tous les magistrats. J'ai parlé du président du tribunal pour enfants de Bobigny dont la stratégie est bien connue depuis des années, elle consiste à refuser obstinément de punir et de sanctionner des mineurs multirécidivistes dans son département. Ainsi monsieur le président et ce n'est pas polémique, ce sont des faits que je donne. Ainsi monsieur le président, en 27 nuits d'émeutes en Seine-Saint-Denis, il y a eu une décision d'emprisonnement. Alors à ce moment-là, je comprends très bien que ce monsieur, que je respecte par ailleurs, ait une stratégie pénale qui consiste à faire confiance et à refuser de punir, mais dans ce cas-là qu'on ne le laisse pas à la tête du premier tribunal pour mineurs, dans un département si difficile. Et en disant et j'en termine, je n'ai pas le sentiment monsieur le président, je vous demande de me croire, de manquer de respect à vos collègues. Je n'ai pas le sentiment d'intenter à l'indépendance de la justice, mais souffrez monsieur le président, que les juges comme les ministres puissent être soumis à la critique des autres institutions ou de l'opinion publique. Et si moi, je ne le dis pas, en charge d'une partie de la chaîne pénale, qui le dira ?

Arlette CHABOT

Budget, le président Nicolas SARKOZY, s'il est élu...

Nicolas SARKOZY

Alors là-dessus je suis, alors je veux dire au président de l'Union des Syndicats qu'incontestablement la justice souffre d'un manque de moyens, il faut augmenter le budget et il faut augmenter les conditions matérielles, ce n'est d'ailleurs pas forcément des postes de magistrats dont on a besoin...

"Le problème de la politique pénitentiaire est un problème gigantesque pour notre pays. Il faut changer nos prisons"

Bruno THOUZELLIER

De greffiers surtout.

Nicolas SARKOZY

Plus des postes de greffiers, c'est un point qui est très important, madame CHABOT, pourquoi ? Parce que les magistrats doivent être aidés pour préparer leur jugement, les rédiger etc. deuxièmement, je ferais la réforme de la carte judiciaire, nous avons et je parle sous le contrôle du président et là il faut bien dire que les magistrats n'y sont pour rien. C'est davantage une forme de lâcheté politique, il y a des tribunaux, il y a des départements,

il y a trois tribunaux d'instance, il y a des régions où il y a plusieurs cours d'appels. Ca ne peut pas durer. Et troisièmement, je souhaite une politique pénitentiaire toute différente, sans rentrer dans le détail, avec une proposition, je souhaite qu'il y ait des établissements spécialisés pour les détenus ayant des problèmes psychiatriques. On ne peut plus continuer, avec des prisons dont certaines font honte, le personnel pénitentiaire n'y étant pour rien où on mêle des gens qui sont psychiatriquement des malades. Permettez-moi d'ailleurs de dire une chose là-dessus, s'agissant des délinquants sexuels, je demande qu'il n'y ait pas de libération provisoire pour un délinquant sexuel qui n'accepte pas de suivre un traitement médical chimique. Qu'on le mette comme condition à sa libération. Le problème de la politique pénitentiaire étant un problème gigantesque pour notre pays. Il faut changer nos prisons, on ne peut pas continuer comme ça.

Arllette CHABOT

Il faut mettre de l'argent, or à chaque fois, c'est souvent pendant les campagnes présidentielles, les candidats disent, on donnera beaucoup d'argent, le budget de la justice sera multiplié par... les prisons c'est scandaleux et puis après il n'y a jamais d'argent ?

Nicolas SARKOZY

Non, madame CHABOT, si vous m'interrogez tout à l'heure sur les moyens par lesquels on trouvera les financements à tout ça, je suis tout à fait prêt à vous le dire. Je considère qu'on ne peut pas remplacer tous les postes de fonctionnaires partant à la retraite. Mais je considère que dans un ministère qui est un grand ministère par le prestige et la responsabilité, mais un petit pardon, par le nombre des fonctionnaires, l'effort, on doit le faire sur la justice et sur la politique pénitentiaire, l'un des problèmes de la chaîne pénale, c'est que nous avons des prisons qui deviennent trop souvent les écoles du crime.

Arllette CHABOT

Donc vous ne regrettez pas, vous regrettez d'avoir dit que la justice est laxiste, vous avez été mal compris ? Non ?

Nicolas SARKOZY

Non, non, d'abord si je suis mal compris, c'est d'abord de ma faute. C'est moi, qui m'exprime mal. J'ai dit, que ce n'était pas la justice qui était laxiste, j'ai ciblé un Tribunal et j'ai parlé d'un juge. Mais enfin monsieur le président Outreau ne peut pas rester sans réponse quand même !

Arllette CHABOT

Petite question.

Bruno THOUZELLIER

Non très brièvement l'affaire, le terrible meurtre de madame KREMEL, il faut répondre à ça.

Arllette CHABOT

Oui, attendez, je ne voudrais pas refaire l'affaire, je préfère parler de vos conditions de travail, peut-être pas refaire toute l'histoire...

Bruno THOUZELLIER

Si, parce que, non, mais je ne vais pas du tout refaire l'histoire. Monsieur SARKOZY est un homme politique, il sait que les lois, ce sont les politiques qui les votent. Il y a une loi sur la libération conditionnelle, il faut que les Français le sachent, ce n'est pas nous qui votons les lois. Cette loi a été appliquée par trois magistrats après un avis favorable de l'administration pénitentiaire, après un avis favorable des experts psychiatres. Tous les avis

étaient favorables, ça n'enlève rien au drame, mais ce n'est pas une décision individuelle qui a été prise par un magistrat inexpérimenté, c'est une décision collégiale, qui a été prise par des magistrats de Cour d'Appel et sur des bases qui étaient celles prévues par la loi. Si on veut modifier sur la loi sur la libération conditionnelle, qu'on modifie c'est de la responsabilité du politique, nous, nous sommes là pour appliquer la loi. Je vous signale quand même, que nous sommes l'avant dernier pays avant la Moldavie en nombre de libération conditionnelle pour ce qui est de toute l'Europe. Alors vous voyez qu'on ne peut pas être suspecté de laxisme en permanence.

Nicolas SARKOZY

Je peux dire un mot là-dessus. D'abord, ne vous sentez pas accuser parce que je pointe quelque chose qui est dramatique. Permettez-moi de vous dire que nul n'oblige un magistrat à prononcer une libération provisoire. La loi ne vous fait obligation monsieur le président. Elle prévoit une possibilité, donc ne vous abritez pas derrière la loi. C'est une décision qui a été prise, cette décision vous devez l'assumer. Alors vous me dites, attention il n'y en a pas un seul qui est coupable de cette décision. Alors demandons les responsabilités à tous ceux qui ont été associés à cette décision. Mais c'est un peu facile devant un drame de cette ampleur. Imaginez quand un maire, il y a un panneau de basket qui tombe sur la tête d'un enfant dans la cour de l'école, on l'envoie en Correctionnel. Quand un journaliste écrit un article, c'est le directeur de la rédaction qui est responsable, quand un médecin fait une erreur, il va devant le tribunal, quand un chef d'entreprise n'informe pas les délégués syndicaux, il va devant le tribunal, au nom de quoi, monsieur le président les seuls dont on considérerait qu'on n'a rien à dire et rien à demander, seraient ceux qui sont en charge de l'application de la loi.

Bruno THOUZELLIER

Je ne dis pas ça, je vous dis ça parce que vous savez très bien qu'il y a des décisions qui sont extrêmement lourdes à prendre et qu'il y a des paris sur l'avenir...

Nicolas SARKOZY

C'est vrai aussi pour le ministre de l'Intérieur.

Bruno THOUZELLIER

Ça je n'en disconviens pas. Et ces paris sur l'avenir, ils sont parfois terribles, et il faut le savoir. Et sur la délinquance des mineurs, vous aimez les chiffres et les faits. Je vais vous donner quatre chiffres et j'en aurais terminé, vous avez actuellement 80 000 mineurs qui sont suivis par 400 juges des enfants sur toute la France. 400, vous avez plus de 30 000 mineurs qui ont été jugés en 2005 par les tribunaux pour enfants, plus de 6000 ont été condamnés à des peines de prison ferme, plus de 1100 ont été mis en détention avant jugement. Donc vous voyez que le laxisme, moi je suis assez dubitatif, la justice fait son travail dans des conditions difficiles, mais elle assume ses responsabilités.

Nicolas SARKOZY

Monsieur le président vous, permettez-moi de vous dire, que c'est vous qui avez prononcé le mot "laxiste" à cinq reprises. Je ne l'ai jamais prononcé.

Bruno THOUZELLIER

Si, si.

Nicolas SARKOZY

Peut-être y ai-je pensé...

Bruno THOUZELLIER

Quand vous avez dit, qu'on était...

Nicolas SARKOZY

Mais je ne l'ai pas prononcé.

Bruno THOUZELLIER

C'était pire, vous avez dit qu'on démissionnait.

Nicolas SARKOZY

Non, pas " on ", pas " on " monsieur le président, le Tribunal de Bobigny. Mais au fond, alors si tout va bien, qu'est-ce qu'on change ?

Bruno THOUZELLIER

Je ne dis pas ça.

Nicolas SARKOZY

Il suffit de mettre davantage d'argent, davantage de postes. Je ne me résous pas à cette République immobile, je veux remettre la société en mouvement, il y a un problème gigantesque de crédibilité de la justice de notre pays, j'espère que j'aide la justice, en posant ces questions, il faut apporter des réponses. En tout cas, la chaîne pénale doit fonctionner mieux, qu'elle ne fonctionne aujourd'hui. Nous ne pouvons pas nous en tenir à ces discours d'école.

"La crise d'identité ne justifie nullement qu'on mette le feu à un bus payé par l'argent du contribuable, qu'on lance des boules de pétanque sur des fonctionnaires qui sont payés 1 500 euros par mois, qu'on mette le feu à une école, qu'on viole la fille du quartier ..."

Arlette CHABOT

Alors il s'appelle Georges GAMTHETY, il est là, on va le découvrir grâce à Arnaud COMTE, il va vous poser une question.

Arnaud COMTE

Voilà 5 ans que Georges s'est lancé dans le graphisme. A 31 ans, il dirige aujourd'hui sa petite entreprise, supervise deux stagiaires et vit de sa passion.

Georges GAMTHETY

Ca, c'est le modèle Divine, pour la collection chacun son style qu'on verra bientôt sur les sweets et des vêtements.

Arnaud COMTE

Georges a grandi à Clichy-sous-bois en banlieue parisienne, sa réussite lui a permis d'emménager dans un beau quartier de Saint-Denis, une nouvelle vie certes mais il n'a pas perdu l'habitude des contrôles de police jusqu'à trois fois par jour parfois.

Journaliste

Qu'est-ce qui vaut d'être contrôlé comme ça, c'est le look ?

Georges GAMTHETY

Je pense que c'est le look social, bonnet, visage un peu cramé et puis habillé jeune. Et c'est ce qui attire à mon avis les policiers. Est-ce qu'avec tous ces contrôles, vous ne pensez pas que les jeunes prennent ça comme une provocation ?

Arlette CHABOT

Voilà réponse.

Nicolas SARKOZY

La police est le corps social le plus contrôlé, alors je ne dis pas monsieur qu'il n'y a pas de racisme, dans ce cas, il doit être réprimé avec la plus grande sévérité. J'ai beaucoup fait pour que la police de France ressemble à la diversité de la société française. Regardez nos policiers et vous verrez tant de policiers originaires de nos départements et territoires d'Outre Mer ou Français de la première ou de la deuxième génération. S'il y a la moindre trace de racisme et même de familiarité, je n'accepte pas le tutoiement. Je n'accepte pas les voitures de police avec la fenêtre ouverte et le bras pendant, la police de la République doit être respectueuse, elle l'est dans la plupart des cas. Chaque fois que j'ai été saisi monsieur, d'une défaillance de nos policiers ou de nos gendarmes, je l'ai sanctionné avec beaucoup de forces parce que je ne l'accepte pas, ça me fait honte. Il n'y a pas un corps social qui est autant contrôlé en la matière. Mais je vous dis une chose monsieur, ça me fait honte. Alors tous les cas qui me remontent, qui me sont soumis, je déclenche une enquête générale des services et croyez bien qu'il y a une sévérité absolue. Mais je veux que vous sachiez autre chose, au début de l'année, il y a 5 % des policiers qui savent qu'à la fin de l'année, ils seront à l'hôpital, c'est ça aussi la réalité du travail de la police. Je ne dis pas que tout est parfait et je ne nie pas qu'il peut y avoir des débordements, croyez le, mais franchement pensez aussi à la difficulté du métier de policier.

Arlette CHABOT

Georges ?

Georges GAMTHETY

Est-ce que je peux vous raconter une petite anecdote ?

Nicolas SARKOZY

Bien sûr.

Georges GAMTHETY

Voilà c'était en 2004, je partais, en fait j'ai ma société, donc j'ai pris la pause déjeuner, je pars faire les courses dans la supérette à Clichy-sous-Bois, en face de la Forestière. Là il y a des policiers qui débarquent, entre temps sur le chemin j'ai rencontré des policiers qui faisaient un contrôle d'identité avec les flash-gums à la main devant des enfants. Je leur ai fait remarquer que ce n'était pas la procédure pour un contrôle d'identité de sortir des flash-gums parce que dans le 16^{ème}, sur Paris ou à Neuilly, les contrôles d'identité ne se passent pas comme ça. Ils m'ont dit pas de problème, je suis parti dans la supérette, les policiers débarquent, me mettent, me plaquent au sol, je ne résiste pas, je connais un peu la procédure, me ramènent dans le camion. Mon frère qui me voit en train de me faire arrêter vient demander ce qui se passe, on le fout dans le camion et là il y a un des agents qui sort son pistolet et le braque sur sa tempe en me regardant, il dit voilà, je te mets une balle dans la tête et il ne se passera rien parce que mon père est procureur. On prend du recul, on est âgé, on nous emmène au commissariat, les policiers, les OPJ, nous reconnaissent, nous sommes des grands du quartier, on fait un peu la vie sociale du quartier, nous relâchent. Je suis adulte, j'avais 28 ans à l'époque, aujourd'hui ...

Nicolas SARKOZY

C'était quand monsieur ?

Georges GAMTHETY

C'était en 2004. Aujourd'hui vous avez à faire à des mineurs qui se font contrôler, qui connaissent leur droit parce que les jeunes ne sont pas bêtes, qui se font contrôler, et parce qu'ils leurs disent, vous ne mettez pas vos gants pour me palper, vous n'avez pas le droit de mettre vos mains dans mes poches, on les provoque et ils finissent avec outrage et rébellion au commissariat. C'est normal que les chiffres de la délinquance entre 2004 et 2005 ont augmenté et qu'ensuite après de grosses émeutes, des mineurs, parce que je ne sais pas, vous avez quelque chose apparemment contre les mineurs, c'est la chasse, vous ne parlez que de mineurs etc... Les mineurs qui eux n'ont pas le recul, ils sont en crise d'identité et ont plein d'autres problèmes avec les parents se font provoquer par la police, les policiers qui sont sous payés, qui se plaignent déjà, on le voit avec les élections qu'il y a eu dernièrement, se plaignent déjà, certains n'ont pas de logement sur Paris, donc viennent avec la tension sur un terrain qui est difficile dans un quartier difficile, n'ont même pas de rapport avec les acteurs sociaux du quartier, donc ne savent pas qui est qui. Qui est le gamin qui leur a volé la moto et qui est celui qui va à l'école. Les tensions montent et on arrive avec des situations comme on a pu voir en 2005. Moi, j'ai monté mon entreprise, je sors de chez moi, symboliquement, j'ai mis mon entreprise à Clichy-sous-Bois mais entre Clichy-sous-Bois et le client, des fois je mets trois, quatre heures, parce que je me fais contrôler tout le temps. Je ne dis pas, je ne vais pas dire que je suis black, c'est pour ça que je me fais contrôler, c'est que là ça devient plus grave, c'est carrément un secteur où les habitants sont des présumés coupables. Donc moi ma question, j'ai une autre question, est-ce que vous en assumez, est-ce que vous assumez justement les agissements, vous dites que vous punissez quand vous voyez des policiers qui... quand vous voyez des rapports qui vous sont amenés. Moi, si j'avais voulu porter plainte par exemple pour ce petit incident, il aurait fallu que j'écrive une lettre au ministère de l'Intérieur, qui lui ensuite, passe ma plainte à l'inspection générale de la police nationale.

Arlette CHABOT

Alors on répond.

Nicolas SARKOZY

Est-ce que, vous n'avez donc pas déposé plainte monsieur ?

Georges GAMTHETY

J'ai déposé plainte, parce que le lendemain je me suis fait encore contrôler.

Nicolas SARKOZY

Attendez que j'essaie de comprendre. Cet incident que vous me relatez est très grave.

Georges GAMTHETY

Oui, mais je ne veux pas me baser sur l'incident.

Nicolas SARKOZY

Non, mais je veux répondre à la première question. Avez-vous déposé plainte ?

Georges GAMTHETY

Je n'ai pas posé de question sur l'incident, j'ai déposé plainte pour harcèlement...

Nicolas SARKOZY

Devant des millions de Français vous racontez votre histoire.

Georges GAMTHETY

Une histoire qui arrive tous les jours, ce n'est pas mon histoire, c'est une histoire qui arrive tous les jours.

Nicolas SARKOZY

Attendez c'est l'histoire que vous me racontez qui est extrêmement choquante, je vous pose une question, avez-vous déposé plainte ?

Georges GAMTHETY

Oui, j'ai déposé plainte.

Nicolas SARKOZY

Qu'est-il advenue de cette plainte ?

Georges GAMTHETY

Nous sommes partis en médiation, nous avons rencontré cet agent de police. Devant le médiateur, le médiateur nous a demandé parce que j'ai été arrêté avec mon frère de nous excuser devant cet agent qui avait porté plainte pour coups et blessures. On a parlé ensuite avec cet agent...

Nicolas SARKOZY

Mais qu'est-ce qu'a donné cette plainte, monsieur ?

Georges GAMTHETY

Ca n'a pas donné suite.

Nicolas SARKOZY

Parce que il faut que vous sachiez une chose, je parle devant le président des magistrats, croyez-moi quand il y a des plaintes de cette nature, que ce soit l'inspection générale de la police ou le procureur de la République, on donne suite. Si c'était si grave que ce que vous nous avez indiqué, croyez-moi... Si vous le souhaitez, je peux relancer la plainte monsieur, si vous êtes assuré que ce que vous m'avez dit est la vérité exacte. Allons jusqu'au bout parce que je ne peux pas laisser non plus 150 000 fonctionnaires de police amalgamés comme ça, c'est grave de dire ça.

Georges GAMTHETY

Je ne les amalgame pas.

Nicolas SARKOZY

Si ça c'est arrivé, si ça s'est passé comme ça...

Arlette CHABOT

Ecoutez ce que propose, ce que vous proposez Nicolas SARKOZY pour avancer ce soir, ce que vous proposez c'est de reprendre le dossier.

Nicolas SARKOZY

Je vous propose quelque chose, allons jusqu'au bout de l'enquête et faisons la vérité sur ce qui vous est arrivé, comme ça vous allez reprendre confiance dans les institutions de la République. Moi, je saurais exactement ce qui s'est passé et nous dirons aux Français ce qui s'est passé. Il n'y a aucun amalgame monsieur, aucun. Et je n'accepte pas le racisme.

Georges GAMTHETY

Vous savez monsieur, je prends du recul sur cette affaire, mais mettez-vous à la place de jeunes en crise d'identité, en crise d'adolescence qui subissent ce genre de situation tous les jours et qui n'ont pas la maturité psychologique de faire face à ce genre de reproches. Ceux qui m'ont contrôlé ce jour là étaient plus jeunes que moi.

Arlette CHABOT

Je crois qu'on a compris, ce qui est intéressant, c'est que la proposition est faite de reprendre le dossier et puis il y a un droit de suite et on en reparlera.

Nicolas SARKOZY

J'ajoute que la crise d'identité ne justifie nullement qu'on insulte la conductrice du bus, ne justifie nullement qu'on mette le feu à un bus qui est payé par l'argent du contribuable, ne justifie nullement qu'on lance des boules de pétanque sur des fonctionnaires qui sont payés 1 500 euros par mois, ne justifie nullement qu'on mette le feu à une école, ne justifie nullement qu'on viole la fille du quartier, ne justifie nullement qu'on vive de l'argent de la drogue. Je ne vois pas en quoi la crise d'identité est améliorée par des comportements comme ça.

Georges GAMTHETY

Je suis d'accord avec vous.

Nicolas SARKOZY

J'ajoute que dans les quartiers la plupart des jeunes, qu'est-ce qu'ils veulent, une formation, un emploi, une famille, un avenir. J'en suis parfaitement conscient, c'est bien la raison pour laquelle je propose qu'on fasse davantage pour le jeune qui veut s'en sortir. Mais ne me demandez pas de la faiblesse pour celui qui empoisonne la vie des autres.

Georges GAMTHETY

Je ne vous demande pas de la faiblesse monsieur.

Arlette CHABOT

Est-ce qu'il n'y a pas quand même aujourd'hui, je sais que vous détestez qu'on dise les jeunes, mais, certains jeunes qui peuvent se sentir touchés par ce qui arrive à d'autres etc... Vous savez qu'il y a des vedettes qui ont tourné ces derniers mois dans les quartiers, des associations qui se montent et qui appellent les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales, mais pas juste à s'inscrire pour l'électoral pour aller voter, mais surtout pour voter contre vous. Est-ce que vous êtes inquiets d'une espèce de contagion, qu'il pourrait y avoir et quand... ah oui c'est vrai un ministre dit qu'il faut faire attention à ne pas stigmatiser la jeunesse en général, et avoir l'air de dire que ce sont des délinquants en puissance, vous sentez qu'il y a une petite malaise quand même là avec la jeunesse ?

Nicolas SARKOZY

Non, mais personne ne doit instrumentaliser la jeunesse, mais enfin comme je vois que le héros de ce mouvement, monsieur Joé STARR dont j'admets bien volontiers qu'il n'est pas un de mes intimes, vient d'être condamnés par un tribunal correctionnel parce qu'il faisait payer ses contraventions par un homonyme, si c'est ça un exemple qu'on donne aux jeunes, on n'a pas la même notion d'exemplarité madame CHABOT. Et si c'est ceux là les gens qui appellent à voter contre moi, franchement quand on est aussi bas que de faire payer ses contraventions par un homonyme et de se cacher derrière un autre monsieur qui travaillait et qui recevait toutes ses contraventions au nom de monsieur Joé STARR, si c'est ça l'exemple de la jeunesse, eh bien vous ne la respectez pas cette jeunesse. J'ajoute que je n'accepte pas d'entendre à la radio, des jeunes ont brûlé un bus. Est-ce qu'on dit, des quadragénaires ont braqué une banque ? Est-ce qu'on dit un quinquagénaire a violé une femme, pourquoi dire des jeunes ? Des voyous, des délinquants, des malfaisants, je n'accepte pas qu'on parle des jeunes comme ça. Les jeunes n'ont rien à voir avec ceux là. Les jeunes du quartier Nord de Marseille valent mieux que les sept barbares, je dis les sept barbares, quel que soit leur âge, qui ont mis le feu à un bus. Et pourquoi les appeler jeunes, quel est le rapport ?

Arlette CHABOT

Nicolas SARKOZY, vous savez qu'i y en a qui ne sont pas délinquants, mais qui se sont sentis visés ou touchés par le mot racaille. Alors vous pouvez trouver que c'est anormal mais ils se sont sentis blessés en disant, moi je ne suis pas racaille, mais ça a l'air de me viser.

Nicolas SARKOZY

Madame CHABOT, d'abord le mot racaille n'a pas du les toucher, parce c'est d'abord, c'est un mot qu'ils emploient tous les jours dans leur vocabulaire, arrêtez avec cela de vous faire peur.

Arlette CHABOT

On ne se fait pas peur.

Nicolas SARKOZY

Non, mais écoutez, c'est profondément ridicule, le mot racaille, c'est un mot de tous les jours dans les banlieues, mais je ne vous en fais pas le reproche, j'y vais plus souvent que bien d'autres qui parlent des quartiers, puisque j'ai fait 49 déplacements. Deuxièmement le mot racaille, le fameux mot racaille a été employé par une dame maghrébine de la fenêtre d'un appartement d'Argenteuil où je me trouvais en me disant, monsieur SARKOZY débarrassez-nous de cette racaille, on n'en peut plus. Et je lui ai répondu oui, on va vous débarrasser de cette racaille. Allons, il n'y a aucun amalgame. Un amalgame ni à l'endroit...

Arlette CHABOT

C'est bien que vous le disiez, il n'y a pas d'amalgame, il faut que vous le disiez ce soir, il n'y a pas d'amalgame, que tout le monde en soit persuadé.

Nicolas SARKOZY

Si vous voulez, voilà...

Arlette CHABOT

Il y a des gens qui en doutent.

Nicolas SARKOZY

Il n'y a pas d'amalgame, il n'y a pas d'amalgame. Enfin écoutez on ne va pas faire la campagne présidentielle sur cette question de racaille qui est un mot...

Arlette CHABOT

Non, mais c'est important pour vous maintenant justement.

Nicolas SARKOZY

Vous voulez que je vous dise le fond de ma pensée ?

Arlette CHABOT

Oui, je sens que vous allez le dire de toute façon.

Nicolas SARKOZY

Je trouve que le mot était bien généreux compte tenu de ce que je pense de ceux qui se comportent comme ils se sont comportés à l'endroit de Mama GALLEDU ou de Shéhérazade à qui j'ai été très heureux de remettre son décret de naturalisation, cette petite Shéhérazade, remarquable de courage, brûlée sur 65 % de son corps parce qu'un individu pakistanais n'a pas accepté qu'elle se refuse à lui. Alors je voudrais dire une chose de très importante pour moi, je respecte toutes les cultures, mais pas au prix de la négation des valeurs de la République. Alors dans la République française les femmes sont libres. Elles choisissent de se marier avec qui elles veulent. Je n'accepte pas la polygamie, nous n'acceptons pas l'excision, et ceux qui ne veulent pas au nom de leur culture d'origine respecter ces règles ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la République française.

Arlette CHABOT

Vous pourriez président de la République, faire voter vous aussi très vite une loi pour protéger les femmes contre les violences ?

Nicolas SARKOZY

Mieux que ça, j'ai fait voter une loi qui fait qu'une femme étrangère qui veut divorcer et qui aujourd'hui ne pouvait pas parce que le visa était la propriété de son mari, puisse divorcer et nous nous sommes engagés à lui donner un visa parce que les femmes doivent être libres et qu'on n'a pas accepté ce que l'on voit parfois dans certains quartiers. Les femmes peuvent s'habiller comme elles veulent, choisir le fiancé ou le mari qu'elles veulent, nous sommes en 2006 sur le territoire de la République française. Alors parfois on me dit, oui mais il faut comprendre les cultures, non écoutez, si on veut vivre avec sa culture, on ne vient pas sur le territoire de la République française. Dans la République française, un homme ou une femme, c'est l'égalité, il n'y a pas d'excision, on ne tient pas les filles enfermées à la maison, on ne frappe pas sa sœur ou sa fille parce qu'elle voit quelqu'un qui est d'une autre religion, une autre couleur. Je ne l'accepte pas. La République, c'est ça et si on veut se présenter avec un voile au guichet, quand on est fonctionnaire, eh bien on va dans un autre pays que la France. La France, ce sont des valeurs républicaines eh bien ces valeurs républicaines, on les respecte. Voilà ce que je tenais à dire et c'est bien pour vous dire que je ne fais aucun amalgame d'aucune sorte.